



**PRÉFECTURE
DE LA GUADELOUPE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

RECUEIL DES ACTES
ADMINISTRATIFS SPÉCIAL
N°971-2024-179

PUBLIÉ LE 24 JUIN 2024

Sommaire

DEAL / RN

971-2024-06-21-00007 - Arrête DEAL-RN du 21-06-2024 portant restrictions provisoires en matières d'usages de l'eau (10 pages) Page 3

DEETS /

971-2024-06-24-00003 - Arrêté DEETS /PS du 24 juin 2024 attribuant une subvention au titre de l'exercice 2024 à l'association ON PAL POU VANSE pour la mise en œuvre de l'aide alimentaire SIRET N° 488 276 353 00023 (5 pages) Page 14

971-2024-06-24-00004 - Arrêté DEETS du 24 juin 2024 attribuant une subvention à l'association MAISON SAINT-VINCENT pour la création d'une épicerie solidaire dans le cadre de l'aide alimentaire SIRET N° 509 796 504 00017 (5 pages) Page 20

971-2024-06-24-00005 - Arrêté DEETS/PS du 24 juin 2024 attribuant une subvention à l'association SECOURS CATHOLIQUE pour la mise en œuvre de l'aide alimentaire SIRET N° 775 666 696 00015 (4 pages) Page 26

DEAL

971-2024-06-21-00007

Arrete DEAL-RN du 21-06-2024 portant
restrictions provisoires en matières d'usages de
l'eau

**Arrêté n°
portant restrictions provisoires en matière d'usages de l'eau**

Le préfet de la région Guadeloupe,
préfet de la Guadeloupe,
représentant de l'État dans les collectivités de Saint-Barthélemy et de Saint-Martin,
chevalier de la Légion d'Honneur, officier de l'Ordre national du Mérite,

Vu la directive européenne cadre sur l'Eau du 23 octobre 2000, transposée en droit français par la loi n°2004-338 du 21 avril 2004 ;

Vu le code de l'environnement et notamment l'article L.211-1 relatif à la gestion équilibrée et durable de la ressource en eau ;

Vu le code de l'environnement et notamment l'article L.211-3 relatif aux mesures de limitation ou de suspension provisoire des usages de l'eau pour faire face à une menace ou aux conséquences d'accidents, de sécheresse, d'inondation ou à un risque de pénurie ;

Vu le code de l'environnement et notamment les articles R.211-66 et suivants relatifs aux zones soumises à des contraintes environnementales ;

Vu le livre V du code de l'environnement relatif à la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) ;

Vu le titre 2 du livre III du code de la santé publique relatif à la sécurité sanitaire des eaux et des aliments ;

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.2212-2 5° relatif aux compétences de la police municipale et en particulier en termes de sûreté, de sécurité et de salubrité publique ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu le décret du Président de la République du 11 janvier 2023 portant nomination de monsieur Xavier LEFORT en qualité de préfet de la région Guadeloupe, préfet de la Guadeloupe, en outre représentant de l'État dans les collectivités de Saint-Barthélemy et de Saint-Martin.

Vu l'article 14 de l'arrêté du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté préfectoral du 30 juin 2023 accordant délégation de signature à M. Olivier KREMER, Directeur de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Guadeloupe ;

Vu l'arrêté DEAL/RN n° 971-2023-07-06-00010 du 06 juillet 2023 portant orientations relatives aux conditions de déclenchement et aux mesures de restriction par usage de l'eau en vue de la préservation de la ressource en eau en Guadeloupe ;

Vu l'arrêté cadre DEAL/RN n° 971-2023-07-06-00009 du 06 juillet 2023 portant délimitation des zones d'alerte et définissant les mesures de limitation ou de restriction des usages de l'eau en vue de la préservation de la ressource en eau en Guadeloupe ;

Vu la circulaire ministérielle du 18 mai 2011 relative aux mesures exceptionnelles de limitation ou de suspension des usages de l'eau en période de sécheresse ;

Vu le plan national de gestion de la rareté en eau, communiqué par le ministre en charge de l'environnement le 26 octobre 2005 ;

Vu le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux de Guadeloupe (SDAGE) 2022-2027, approuvé le 31 décembre 2021 et notamment son orientation fondamentale n°2 relative à la satisfaction quantitative des usages en préservant la ressource ;

Vu la stratégie nationale de contrôle en police de l'eau, de la nature et de l'environnement marin du 4 mars 2020 ;

Vu la note sur l'état de la ressource en eau souterraine de Grande-Terre et Marie-Galante du 18 juin 2024 du bureau de recherches géologiques et minières (BRGM) ;

Vu le bulletin de situation hydrologique des cours d'eau 18 juin 2024 ;

Vu le point de situation relatif à la gestion de la sécheresse de Météo-France du 18 juin 2024 ;

Vu le bulletin « indicateurs pluviométriques de sécheresse » du 18 juin 2024.

Considérant que les différents épisodes pluvieux n'ont pas permis d'obtenir un niveau suffisant pour la nappe souterraine de Marie-Galante ;

Considérant la baisse significative des niveaux piézométriques à Marie-Galante mise en évidence par le BRGM dans son bulletin du 18 juin 2024, l'atteinte des seuils de crise sur les stations de « Poisson », « Champfrey » et « Courderc » et d'alerte sur les stations de « Fond-Du-Riz », « Dorot », « La Treille », « Marie-Louise » et « Coulisse » ;

Considérant que la baisse des niveaux d'eau souterraine dans les nappes de Marie-Galante et de la Grande-Terre entraîne des difficultés en matière de production d'eau potable et d'irrigation pour les différents opérateurs ;

Considérant le dépassement des seuils de vigilance sur les stations hydrométriques de « Vieux-Habitants » et de « Capesterre-Belle-Eau » ;

Considérant le dépassement le seuil d'alerte sur les stations hydrométriques de « Baillif », et de « Petit-Bourg »;

Considérant que la baisse des niveaux d'eau dans les cours d'eau du territoire de la Guadeloupe entraîne des difficultés en matière de production d'eau potable et d'irrigation pour les différents opérateurs ;

Considérant la nécessité de préserver la ressource, prioritairement pour l'alimentation en eau potable des populations.

Sur proposition du directeur de l'environnement, de l'aménagement et du logement

ARRÊTE

Article 1er : Les territoires de la Guadeloupe concernés

Le territoire de Marie-Galante est en zone de crise et la cote sous le vent sud (zone Hydropluviométrique 3) est en zone d'alerte.

Article 2 : Restrictions d'usages.

1.1. Usages domestiques et/ou socioprofessionnels

Les mesures concernent aussi bien les prélèvements dans le milieu (eaux souterraines, eaux de surface) que l'eau issue du réseau d'eau potable.

Les mesures de restrictions des usages ci-dessous s'appliquent sur la **Côte-sous-le-vent Sud (zone Hydropluviométrique 3) :**

Arrosage des pelouses, massifs fleuris	Interdiction
Arrosage des jardins potagers	Autorisé uniquement de 20 heures à minuit
Remplissage et vidange de piscines privées	Interdiction de remplissage pour les piscines de plus de 1m ³ sauf remise à niveau et premier remplissage si le chantier avait débuté avant les premières restrictions
Piscines ouvertes au public	La vidange des piscines publiques est soumise à autorisation
Lavage de véhicules chez les particuliers	Interdit à titre privé à domicile
Lavage de véhicules en station	Interdiction sauf avec du matériel haute pression et/ou avec un

professionnelle	système équipé d'un système de recyclage de l'eau
Lavage de bateaux	Interdiction du lavage des bateaux (coques, ponts et voiles) hors opération spécifique de carénage et sauf pour les professionnels. Obligation pour les capitaineries d'afficher visiblement l'arrêté de restriction et cette interdiction afin d'informer les usagers
Nettoyage des façades, terrasses et murs de clôture	Interdiction sauf pour les entreprises spécialisées en lavage de façade équipées de lances à haute pression
Nettoyage des voiries	Interdit, sauf impératifs sanitaires et à l'exception des lavages effectués par des balayeuses laveuses automatiques
Alimentation des fontaines publiques et privées	Le fonctionnement des fontaines publiques et privées en circuit fermé est autorisé après déclaration auprès du service de police de l'eau. L'affichage sur la fontaine du récépissé de déclaration est obligatoire. L'alimentation des fontaines publiques et privées en circuit ouvert est interdite, dans la mesure où cela est techniquement possible
Arrosage terrain de sport et espaces verts (sauf terrain de compétition au niveau national)	Interdiction sauf plantations (arbres et arbustes plantés en pleine terre depuis moins de 1 an avec restriction d'horaires)
Arrosage des golfs	Golfs (départs et greens) : autorisé entre 20 h et 6 h

Les mesures de restrictions des usages ci-dessous s'appliquent sur **le territoire de Marie-Galante** :

Arrosage des pelouses, massifs fleuris	Interdiction
Arrosage des jardins potagers	Interdiction
Remplissage et vidange de piscines privées	Interdiction
Lavage de véhicules chez les particuliers	Interdit à titre privé à domicile
Lavage de véhicules en station professionnelle	Interdiction
Lavage de bateaux	Interdiction du lavage des bateaux (coques, ponts et voiles) hors opération spécifique de carénage et sauf pour les professionnels. Obligation pour les capitaineries d'afficher visiblement l'arrêté de restriction et cette interdiction afin d'informer les usagers
Nettoyage des façades, terrasses et murs de clôture	Interdiction
Nettoyage des voiries	Lavage des voiries interdit, sauf impératifs sanitaires

Alimentation des fontaines publiques et privées	Le fonctionnement des fontaines publiques et privées en circuit fermé est autorisé après déclaration auprès du service de police de l'eau. L'affichage sur la fontaine du récépissé de déclaration est obligatoire. L'alimentation des fontaines publiques et privées en circuit ouvert est interdite, dans la mesure où cela est techniquement possible
Arrosage terrain de sport et espaces verts (sauf terrain de compétition au niveau national)	Interdiction

1.2. Usages agricoles

Les mesures de restrictions des usages ci-dessous s'appliquent sur **la Côte-sous-le-vent Sud (zone Hydropluviométrique 3)** :

Irrigation des cultures	<p>Irrigation collective :</p> <ul style="list-style-type: none"> – Les gestionnaires de réseaux collectifs d'irrigation doivent mettre en œuvre les dispositifs prévus dans leurs documents de gestion de crise (tours d'eau le cas échéant) ; – En l'absence de documents de gestion, l'irrigation par aspersion (hors micro-aspersion) n'est autorisée que de 17 h à 21 h et 6h à 10h ; – Les volumes journaliers prélevés doivent être réduits d'au moins 30 % par rapport aux volumes autorisés. Les gestionnaires de réseaux collectifs tiennent à jour un registre en y consignant les volumes journaliers prélevés.
	<p>Irrigation individuelle* :</p> <ul style="list-style-type: none"> – Les prélèvements ne disposant pas compteur ou sans registre sont interdits ; – L'irrigation par aspersion (hors micro-aspersion) n'est autorisée que 17h à 21 h et 6h à 10 h ; – Les volumes journaliers prélevés doivent être réduits de 50 % par rapport aux volumes autorisés. – un registre consignant les valeurs des volumes (index des compteurs volumétriques) doit être rempli de façon hebdomadaire. <p>* sauf réserve privée sans communication avec les cours d'eau.</p>

Les mesures de restrictions des usages ci-dessous s'appliquent sur **le territoire de Marie-Galante** :

Irrigation des cultures	<ul style="list-style-type: none"> - Interdiction de tous les prélèvements directs en rivière ou dans la nappe pour l'irrigation agricole y compris le remplissage de retenues et plans d'eau agricole. - L'irrigation à partir des réserves d'eau, préalablement constituées et dûment autorisées demeure possible de 17h à 20h et de 6h à 9h.
-------------------------	---

1.3. Usages industriels

Les mesures de restrictions des usages ci-dessous s'appliquent sur **la Côte-sous-le-vent Sud (zone Hydropluviométrique 3) :**

Industries	Obligation concernant les installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) de mettre en œuvre les dispositifs spéciaux s'appliquant en cas de pénurie d'eau prévus dans leurs arrêtés d'autorisation ;
	Limitation au strict nécessaire de leur consommation d'eau pour les activités industrielles et commerciales raccordées au réseau public. Le registre de prélèvement réglementaire devra être rempli hebdomadairement.

Les mesures de restrictions des usages ci-dessous s'appliquent sur **le territoire de Marie-Galante :**

Industries	Tous les prélèvements directs en rivière ou dans la nappe sont interdits, sauf dérogation.
	Les installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) doivent mettre en œuvre les dispositifs de restriction d'eau en période de sécheresse qui leur auront été notifiés. La consommation en eau doit être limitée afin de réduire les volumes journaliers de 50%.
	Les activités industrielles et commerciales raccordées au réseau public doivent limiter au strict nécessaire leur consommation d'eau. Les consommations générales en eau doivent être limitées afin de réduire de 50% les volumes journaliers.
	Interdiction de certains rejets industriels.

Article 3 : Durée

Le présent arrêté prendra effet à compter de la date de signature.

DEAL Guadeloupe
 Tel : 0590 99 46 46 Mel : deal-guadeloupe@developpement-durable.gouv.fr
 Saint-Phy BP 54 – 97 102 Basse-Terre Cedex – www.guadeloupe.developpement-durable.gouv.fr

Sauf retour à une situation plus favorable, ces dispositions resteront applicables **pendant une période de 31 jours**.

Article 4 : Renforcement ou modification

Les dispositions du présent arrêté sont susceptibles d'être modifiées par arrêté préfectoral en fonction des conditions locales et de l'évolution de la situation hydrologique ou pluviométrique.

Article 5 : Mesures particulières et dérogations

Sur demandes écrites et justifiées auprès du service de police de l'eau (DEAL – BP 54 – 97 102 BASSE-TERRE), il pourra être dérogé aux règles de gestion définies dans le présent arrêté en cas de risques d'atteinte à la sécurité et à la santé publique.

Article 6 : Sanctions

Toute infraction aux dispositions du présent arrêté constitue une infraction prévue et réprimée par les articles R.216-9 et R.211-68 et L.211-3 du code de l'environnement, passible d'une amende contraventionnelle de 5e classe (1 500 € jusqu'à 3 000 € en cas de récidive).

Article 7 : Pouvoirs des collectivités

En application de l'article L.2212-2 susvisé du code des collectivités territoriales, les maires peuvent à tout moment prendre par arrêté municipal des mesures de restriction plus contraignantes et adaptées à une situation localisée en fonction des ressources en eau de leur territoire sur le fondement de la salubrité et de la sécurité. Ces arrêtés sont envoyés pour information au service ressources naturelles de la direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement, à l'agence régionale de santé et à la préfecture.

Article 8 : Publication

Le présent arrêté est adressé pour affichage aux maires des communes de Marie-Galante, de Baillif, de Vieux-Habitants, de Basse-Terre, de Saint-Claude, de Gourbeyre, de Trois-Rivières et de Vieux-Fort sera à disposition du public sur les sites internet de la préfecture (<http://www.guadeloupe.pref.gouv.fr>) et de la direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement (<http://www.guadeloupe.developpement-durable.gouv.fr>) de Guadeloupe pendant toute la durée de sa validité.

Article 9 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Pointe-à-Pitre, le directeur de l'environnement, de l'aménagement et du logement, le président du Conseil départemental de Guadeloupe, la présidente de la Communauté de communes de Marie-Galante, le président de la Communauté d'agglomération de Grand-Sud Caraïbe, les maires des communes de Marie-Galante, de Baillif, de Vieux-Habitants, de Basse-Terre, de Saint-Claude, de Gourbeyre, de Trois-Rivières et de Vieux-Fort, le président du Syndicat mixte de gestion de l'eau et de l'assainissement de la Guadeloupe, le président des établissements publics de coopération intercommunale ayant compétence en matière d'eau ou d'irrigation, le chef du service départemental de l'Office français de la biodiversité, le directeur départemental de la sécurité publique, le commandant du groupement de la Gendarmerie de

Guadeloupe sont chargés chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Ampliation en sera également adressée à l'Agence régionale de santé et à l'Office de l'eau de Guadeloupe.

Fait à Basse-Terre, le 21 JUIN 2024

Pour le Préfet et par délégation,

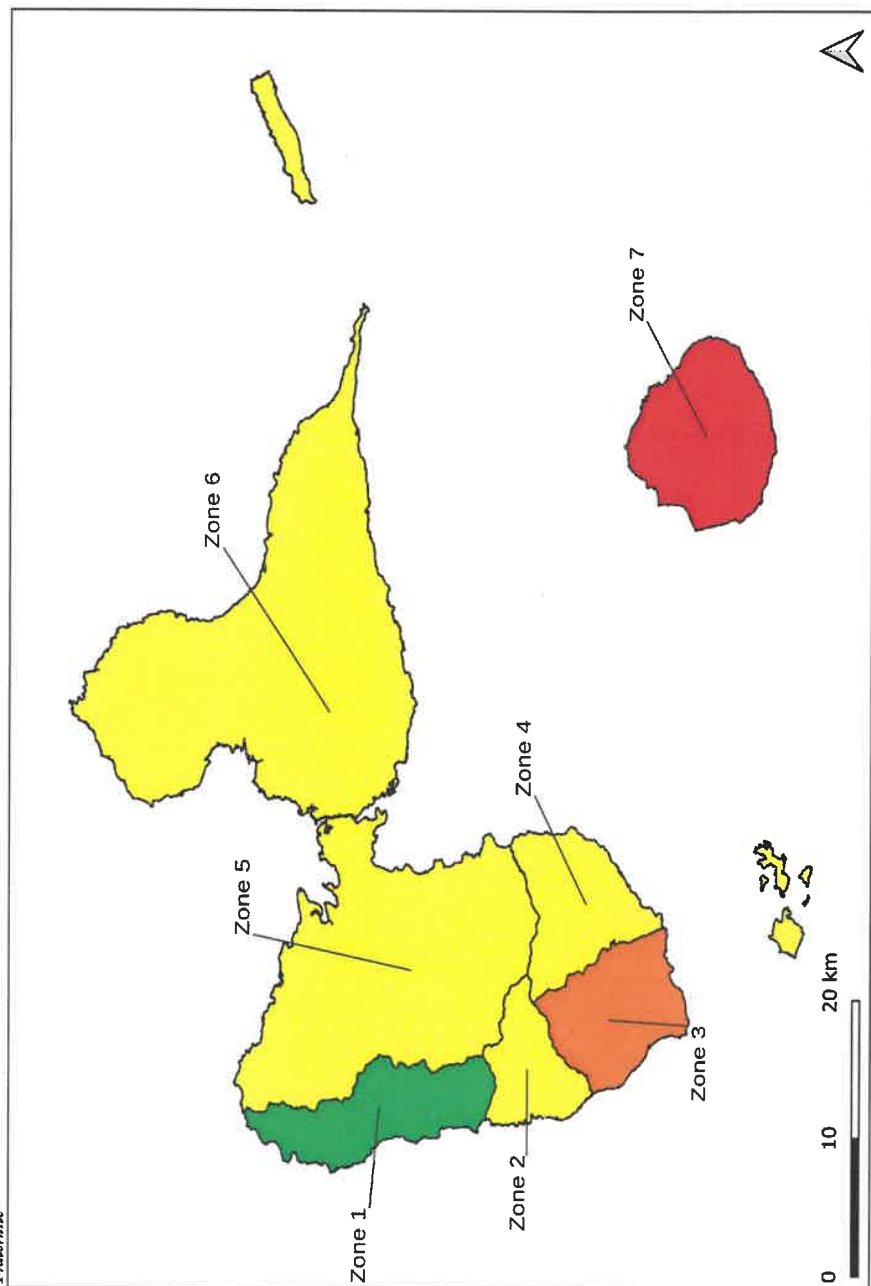
Le Directeur

Olivier KREMER



Délais et voies de recours – La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent dans les deux mois à compter de sa notification ou de sa publication. Cette décision peut faire l'objet dans le même délai d'un recours gracieux auprès de l'autorité qui l'a délivrée.

ANNEXE – ZONES D'ALERTE (UNITÉS HYDROGRAPHIQUES de la GUADELOUPE)



Légende

Etat de la zone
■ Normale
■ Vigilance
■ Alerte
■ Crise

Zones hydropluviométriques

- Zone 1 : Côte-sous-le-Vent Nord
- Zone 2 : Côte-sous-le-Vent Centre
- Zone 3 : Côte-sous-le-Vent Sud
- Zone 4 : Côte-au-Vent Sud - Les Saintes
- Zone 5 : Côte-au-Vent Nord
- Zone 6 : Grande-Terre - La Désirade
- Zone 7 : Marie-Galante

Données : DEAL971/RED/MAGC/UH
Conception : DEAL971/RED/MAGC

DEETS

971-2024-06-24-00003

Arrêté DEETS /PS du 24 juin 2024 attribuant une
subvention au titre de l'exercice 2024 à
l'association ON PAL POU VANSE pour la mise
en œuvre de l'aide alimentaire SIRET N° 488 276
353 00023

Arrêté DEETS/PS du 24 JUIN 2024

attribuant une subvention au titre de l'exercice 2024

à l'association **ON PAL POU VANSE** pour la mise en œuvre de l'aide alimentaire

SIRET N° 48827635300023 – Action 14 du BOP 304

Le préfet de la Guadeloupe,
Représentant de l'Etat dans les collectivités de Saint-Barthélemy et de Saint-Martin,
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

- Vu la loi organique n°2001-692 du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances ;
- Vu le décret 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu le décret du Président de la République du 11 janvier 2023 portant nomination du préfet de la région de Guadeloupe, préfet de la Guadeloupe, en outre, représentant de l'état dans les collectivités de Saint Barthélemy et de Saint Martin, Xavier LEFORT ;
- Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;
- Vu l'arrêté du 21 avril 2022 portant nomination sur l'emploi de directeur de l'Economie, de l'Emploi, du Travail et des Solidarités (DEETS) de la Guadeloupe, Monsieur Ludovic de GAILLANDE ;
- Vu l'arrêté du 21 novembre 2023 portant délégation de signature au directeur de la DEETS de Guadeloupe, Monsieur Ludovic de GAILLANDE ;
- Vu l'arrêté DEETS du 22 novembre 2023 portant subdélégation de signature à la Direction de l'Economie, de l'Emploi, du Travail et des Solidarités (DEETS) de la Guadeloupe ;
- Vu la notification des crédits 2023 des régionaux du programme 304 pour l'action 14 « aide alimentaire » transmis par mail en date du 13 avril 2023 ;
- Vu les crédits inscrits au Budget opérationnel du programme 304 « Inclusion sociale et protection des personnes », Action 14 « Aide alimentaire » de la Direction de l'Economie, de l'Emploi, du Travail et des Solidarités (DEETS) pour l'exercice 2023 ;
- Vu l'arrêté du 18 avril 2018 fixant la liste de personnes morales de droit privé habilitée de la Guadeloupe à recevoir des contributions publiques destinés à la mise en œuvre de l'aide alimentaire ;
- Vu la demande de l'association **ON PAL POU VANSE** du 22 décembre 2023 ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de Guadeloupe.

Arrête

Article 1^{er} Une subvention d'un montant de **DIX MILLE EUROS (10 000,00 €)** est attribuée au titre de l'année 2024 à l'association **ON PAL POU VANSE** - N° Siret 48827635300023, situé 2, Résidence Mérosier Narbal - 97122 BAIE-MAHAULT, pour la mise en œuvre de l'aide alimentaire sur tout le territoire de la Guadeloupe.

Article 2 Le projet financé doit respecter le calendrier ci-après :

- Durée de l'arrêté : 1 an à compter de la date de signature de ladite convention
- Date de mise en œuvre du projet subventionné : rétroactive au 01 janvier de l'année de signature du présent arrêté,
- Date d'éligibilité des dépenses : rétroactive au 01 janvier de l'année de signature du présent arrêté
- Date de transmission du bilan et des indicateurs de réalisation : 3 mois après la date de fin de réalisation de l'action.

Un certificat de démarrage devra obligatoirement être transmis à la DEETS, dès les premières dépenses (annexe 1).

Article 3 Cette subvention sera versée à 100 % selon les procédures comptables en vigueur sur le compte suivant :

Banque	Guichet	Numéro de compte	Clé	Code BIC
Caisse d'Epargne 11315	00001	08004382507	17	CEPAFRPP131
IBAN	FR76 1131 5000 0108 0043 8250 717			

Cette somme sera imputée sur les crédits inscrits au Programme 304 « Inclusion sociale et protection des personnes » - Action 14 « Aide alimentaire », de l'exercice 2024 selon la répartition suivante :

- code activité 030450141504 « fonctionnement des structures » pour 4 200 € soit 42 % du budget
- code activité 030450141505 « achat de denrées » pour 5 800 € soit 58 % du budget.

L'ordonnateur de la dépense est le Préfet de la région de Guadeloupe.

Le comptable assignataire est le directeur régional des finances publiques de Guadeloupe.

Article 4 En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit de l'administration des conditions d'exécution de l'arrêté par l'association, l'administration peut exiger le reversement de tout ou partie des sommes versées au titre du présent arrêté.

Article 5 L'association devra faciliter, à tout moment, le contrôle de l'administration de la réalisation de l'objectif, notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile.

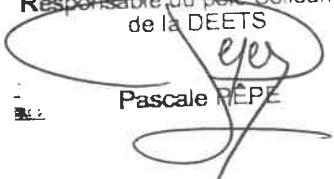
Article 6 L'association fera parvenir le bilan qualitatif et financier à la DEETS de la Guadeloupe, dans un délai de trois mois après la réalisation de l'action, accompagné des indicateurs joints en annexe.

Article 7 En cas de litige sur l'interprétation ou l'exécution du présent arrêté, le tribunal compétent sera le tribunal administratif de Basse-Terre.

Article 8 Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'Association.

Article 9 Le secrétaire général de la préfecture et le Directeur de l'Economie, de l'Emploi, du Travail et des Solidarités sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Gourbeyre, le 24 JUIN 2024

La Directrice Adjointe
Responsable du pôle Solidarités
de la DEETS

Pascale REPE

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du préfet de la Guadeloupe et d'un recours hiérarchique.

Conformément aux dispositions des articles R.421-1 à R.421-5 du code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de la Guadeloupe dans le délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

"Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site Internet www.telerecours.fr".

ANNEXE 1
CERTIFICAT DE DEMARRAGE D'UNE OPERATION FINANCEE PAR
LE SERVICE PROTECTION DES POPULATIONS DU POLE SOLIDARITES

BOP 304 – Action 14 – AIDE ALIMENTAIRE – CREDITS DE BASE 2024

L'action est considérée comme débutée dès l'utilisation du 1^{er} euro pour sa mise en œuvre

1°) Porteur du projet :

- Nom de l'association :
- Téléphone du responsable de l'action:

2°) Lieu de déroulement de l'action (adresse complète) :

.....

3) Acte attributif :

- N° Convention OU N° Arrêté de l'action :

4°) Démarrage de l'action

- Action débutée : ☐
- Date du démarrage :
- Action non débutée : ☐
- Date prévisionnelle de démarrage :

Date.....

Nom/prénom du signataire + Sceau

ANNEXE 2

SUBVENTION DANS LE CADRE DES CREDITS DE BASE 2024

INDICATEURS A TRANSMETTRE

Nom de la structure :
Lieu de déroulement de l'action :
Date de mise en œuvre de l'action :
Circuit de distribution (commune + sections) :

1°) Porte d'entrée pour la distribution

Institutions	CCAS /CIAS	Travailleurs familiaux	Démarches spontanées	Centre médico/social	Services mandataires	Centres sociaux	Autres (préciser)
Nombre reçu							

2°) Bénéficiaires

Nombre de familles reçues		Profils des bénéficiaires
Nombre de personnes reçues		
Nombre d'étudiants ou jeunes scolarisés		
Nombre de personnes sans domicile fixe		
Nombre de BRSA		

3°) Situation

1) Volumes distribués	Extraction sur les plateformes TIKADI ou ESCARSELLE <i>(Une copie de toutes les données relatives à ces indicateurs sont à extraire sur les plateformes et à transmettre en l'état)</i>
2) Bénéficiaires	
3) Ventilation des bénéficiaires par âge	
4) Ventilation des bénéficiaires par sexe	

4°) Données sur la distribution

Nombre total de colis distribués		A renseigner en fonction De votre activité
Nombre total de colis d'urgence		
Nombre de livraison à domicile		
Nombre de repas distribués		
Nombre de petits déjeuners offerts		
Nombre de rotation du bus alimentaire		

5°) Données sur l'accompagnement

Nombre d'ateliers réalisés		L'accompagnement est obligatoire
Nombre de bénéficiaires accompagnés		
Nombre d'accompagnement individualisé		
Fréquence des visites dédiées à l'accompagnement		

6°) Données sur les sorties

Nombre de sorties enregistrées		Sorties positives
--------------------------------	--	-------------------



CAISSE D'ÉPARGNE
PROVENCE-ALPES-CORSE
GUADELOUPE

Relevé d'identité Bancaire

Cadre réservé au destinataire du relevé

Identification du compte pour une utilisation nationale			
11315 c/Établ.	00001 c/vuclhet	00004382507 n/compte	17 c/nb

Domiciliation		BIC
CAISSE D'ÉPARGNE PROVENCE ALPES CORSE		CEPAFRPP131

Identification du compte pour une utilisation internationale (IBAN)						
FR76	1131	5000	0108	0043	8250	717

Intitulé du compte

ON PAL POU VANSE
ASS ON PAL POU VANSE
RES LES MUSCADESN 0 60
LD BELCOURT

97122 BAIE MAHAULT

DEETS

971-2024-06-24-00004

Arrêté DEETS du 24 juin 2024 attribuant une
subvention à l'association MAISON
SAINT-VINCENT pour la création d'une épicerie
solidaire dans le cadre de l'aide alimentaire
SIRET N° 509 796 504 00017

Arrêté DEETS/PS 24 JUIN 2024

attribuant une subvention au titre de l'exercice 2024
à l'association **MAISON SAINT VINCENT**

Pour la création d'une épicerie solidaire

Dans le cadre de la mise en œuvre de l'aide alimentaire

SIRET n° 509 796 504 00017 – Action 14 du BOP 304

Le préfet de la Guadeloupe,
Représentant de l'Etat dans les collectivités de Saint-Barthélemy et de Saint-Martin,
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

- Vu la loi organique n°2001-692 du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances ;
- Vu le décret 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu le décret du Président de la République du 11 janvier 2023 portant nomination du préfet de la région de Guadeloupe, préfet de la Guadeloupe, en outre, représentant de l'état dans les collectivités de Saint Barthélemy et de Saint Martin, Xavier LEFORT ;
- Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;
- Vu l'arrêté du 21 avril 2022 portant nomination sur l'emploi de directeur de l'Economie, de l'Emploi, du Travail et des Solidarités (DEETS) de la Guadeloupe, Monsieur Ludovic de GAILLANDE ;
- Vu l'arrêté du 21 novembre 2023 portant délégation de signature au directeur de la DEETS de Guadeloupe, Monsieur Ludovic de GAILLANDE ;
- Vu l'arrêté DEETS du 22 novembre 2023 portant subdélégation de signature à la Direction de l'Economie, de l'Emploi, du Travail et des Solidarités (DEETS) de la Guadeloupe ;
- Vu la notification des crédits 2023 des régionaux du programme 304 pour l'action 14 « aide alimentaire » transmis par mail en date du 13 avril 2023 ;
- Vu les crédits inscrits au Budget opérationnel du programme 304 « Inclusion sociale et protection des personnes », Action 14 « Aide alimentaire » de la Direction de l'Economie, de l'Emploi, du Travail et des Solidarités (DEETS) pour l'exercice 2023 ;
- Vu l'arrêté DEETS du 18 avril 2018 fixant la liste de personnes morales de droit privé habilitée de la Guadeloupe à recevoir des contributions publiques destinées à la mise en œuvre de l'aide alimentaire,
- Vu la demande de l'association **MAISON SAINT VINCENT** en date du 27 décembre 2023 ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de Guadeloupe.

Arrête

Article 1^{er} Une subvention d'un montant de **HUIT MILLE EUROS (8 000 €)** est attribuée au titre de l'année 2024 à l'association **MAISON SAINT VINCENT** - SIRET n° 509 796 504 00017, dont le siège social est situé 08 Rue Abel Libany – 97139 LES ABYMES, pour la mise en œuvre de son épicerie solidaire.

Article 2 **Calendrier de mise en œuvre**
Le projet financé doit respecter le calendrier ci-après :
– Durée de l'arrêté : 1 an à compter de la date de signature dudit arrêté

- Date de mise en œuvre du projet subventionné : rétroactive au 01 janvier de l'année de signature de l'arrêté
- Date d'éligibilité des dépenses : rétroactive au 01 janvier de l'année de signature du présent arrêté
- Date de transmission du bilan et des indicateurs de réalisation : 3 mois après la date de fin de réalisation de l'action

Un **certificat de démarrage** devra obligatoirement être transmis à la DEETS, dès les premières dépenses (annexe 1).

Article 3 Cette subvention sera versée à 100 % selon les procédures comptables en vigueur sur le compte suivant :

Banque	Guichet	Numéro de compte	Clé	Code BIC
BRED BANQUE POPULAIRE 10107	00471	00937013115	65	BREDFRPPXXX
IBAN	FR76 1010 7004 7100 9370 1311 565			

Cette somme sera imputée sur les crédits inscrits au Programme 304 « Inclusion sociale et protection des personnes » - Action 14 « Aide alimentaire », de l'exercice 2024 selon la répartition suivante :

- code activité 030450141504 « fonctionnement des structures » pour 4 800 € soit 60 % du budget
- code activité 030450141505 « achat de denrées » pour 3 200 € soit 40 % du budget.

L'ordonnateur de la dépense est le Préfet de la région de Guadeloupe.

Le comptable assignataire est le directeur régional des finances publiques de Guadeloupe.

Article 4 En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit de l'administration des conditions d'exécution de l'arrêté par l'association, l'administration peut exiger le reversement de tout ou partie des sommes versées au titre du présent arrêté.

Article 5 L'association devra faciliter, à tout moment, le contrôle de l'administration de la réalisation de l'objectif, notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile.

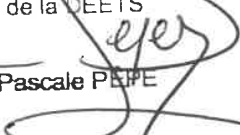
Article 6 L'association fera parvenir le bilan qualitatif et financier à la DEETS de la Guadeloupe, dans un délai de trois mois après la réalisation de l'action, accompagné des indicateurs joints en annexe.

Article 7 En cas de litige sur l'interprétation ou l'exécution du présent arrêté, le tribunal compétent sera le tribunal administratif de Basse-Terre.

Article 8 Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'Association.

Article 9 Le secrétaire général de la préfecture et le Directeur de l'Economie, de l'Emploi, du Travail et des Solidarités sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

GOURBEYRE, le **24 JUIN 2024**

La Directrice Adjointe
Responsable du pôle Solidarités
de la DEETS

Pascale PEPE

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du préfet de la Guadeloupe et d'un recours hiérarchique.

Conformément aux dispositions des articles R.421-1 à R.421-5 du code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de la Guadeloupe dans le délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

"Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site Internet www.telerecours.fr".

ANNEXE 1

CERTIFICAT DE DEMARRAGE D'UNE OPERATION FINANCEE PAR LE SERVICE PROTECTION DES POPULATIONS DU POLE SOLIDARITES

BOP 304 – Action 14 – AIDE ALIMENTAIRE – CREDITS DE BASE 2024

L'action est considérée comme débutée dès l'utilisation du 1^{er} euro pour sa mise en œuvre

1°) Porteur du projet :

- Nom de l'association :

.....

- Téléphone du responsable de l'action:

.....

2°) Lieu de déroulement de l'action (adresse complète) :

.....

3) Acte attributif :

- N° Convention OU N° Arrêté de l'action :

4°) Démarrage de l'action

- Action débutée :

☐

- Date du démarrage :

- Action non débutée :

☐

- Date prévisionnelle de démarrage :

Date.....

Nom/prénom du signataire + Sceau

ANNEXE 2

SUBVENTION DANS LE CADRE DES CREDITS DE BASE 2024

INDICATEURS A TRANSMETTRE

Nom de la structure :
Lieu de déroulement de l'action :
Date de mise en œuvre de l'action :
Circuit de distribution (commune + sections) :

1°) Porte d'entrée pour la distribution

Institutions	CCAS /CIAS	Travailleurs familiaux	Démarches spontanées	Centre médico/social	Services mandataires	Centres sociaux	Autres (préciser)
Nombre reçu							

2°) Bénéficiaires

Nombre de familles reçues		Profils des bénéficiaires
Nombre de personnes reçues		
Nombre d'étudiants ou jeunes scolarisés		
Nombre de personnes sans domicile fixe		
Nombre de BRSA		

3°) Situation

1) Volumes distribués	Extraction sur les plateformes TIKADI ou ESCARSELLE <i>(Une copie de toutes les données relatives à ces indicateurs sont à extraire sur les plateformes et à transmettre en l'état)</i>
2) Bénéficiaires	
3) Ventilation des bénéficiaires par âge	
4) Ventilation des bénéficiaires par sexe	

4°) Données sur la distribution

Nombre total de colis distribués		A renseigner en fonction De votre activité
Nombre total de colis d'urgence		
Nombre de livraison à domicile		
Nombre de repas distribués		
Nombre de petits déjeuners offerts		
Nombre de rotation du bus alimentaire		

5°) Données sur l'accompagnement

Nombre d'ateliers réalisés		L'accompagnement est obligatoire
Nombre de bénéficiaires accompagnés		
Nombre d'accompagnement individualisé		
Fréquence des visites dédiées à l'accompagnement		

6°) Données sur les sorties

Nombre de sorties enregistrées		Sorties positives
--------------------------------	--	-------------------

**BRED BANQUE POPULAIRE**

Relevé d'identité bancaire

MAISON SAINT VINCENT

8 RUE ABEL LIBANY
3EME RUE DE L ASSAINISSEMENT
97139 LES ABYMES

Code banque 10107	Code guichet 00471	Code BIC BREDFRPPXXX
Numéro de compte 00937013115		Clé 65
Domiciliation : BRED POINTE A PITRE  0820336471		
Numéro de compte bancaire international : FR76 1010 7004 7100 9370 1311 565		

Toute utilisation frauduleuse de ce document est passible de sanctions. Ce document n'est à utiliser qu'après vérification par le bénéficiaire.

**BRED BANQUE POPULAIRE**

Relevé d'identité bancaire

MAISON SAINT VINCENT

8 RUE ABEL LIBANY
3EME RUE DE L ASSAINISSEMENT
97139 LES ABYMES

Code banque 10107	Code guichet 00471	Code BIC BREDFRPPXXX
Numéro de compte 00937013115		Clé 65
Domiciliation : BRED POINTE A PITRE  0820336471		
Numéro de compte bancaire international : FR76 1010 7004 7100 9370 1311 565		

Toute utilisation frauduleuse de ce document est passible de sanctions. Ce document n'est à utiliser qu'après vérification par le bénéficiaire.

**BRED BANQUE POPULAIRE**

Relevé d'identité bancaire

MAISON SAINT VINCENT

8 RUE ABEL LIBANY
3EME RUE DE L ASSAINISSEMENT
97139 LES ABYMES

Code banque 10107	Code guichet 00471	Code BIC BREDFRPPXXX
Numéro de compte 00937013115		Clé 65
Domiciliation : BRED POINTE A PITRE  0820336471		
Numéro de compte bancaire international : FR76 1010 7004 7100 9370 1311 565		

Toute utilisation frauduleuse de ce document est passible de sanctions. Ce document n'est à utiliser qu'après vérification par le bénéficiaire.

DEETS

971-2024-06-24-00005

Arrêté DEETS/PS du 24 juin 2024 attribuant une
subvention à l'association SECOURS
CATHOLIQUE pour la mise en œuvre de l'aide
alimentaire SIRET N° 775 666 696 00015

Arrêté DEETS/PS du 24 JUIN 2024
attribuant une subvention au titre de l'exercice 2024
à l'association **SECOURS CATHOLIQUE** pour la mise en œuvre de l'aide alimentaire
SIRET N° 77566669600015 – Action 14 du BOP 304

Le préfet de la Guadeloupe,
Représentant de l'Etat dans les collectivités de Saint-Barthélemy et de Saint-Martin,
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

- Vu la loi organique n°2001-692 du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances ;
- Vu le décret 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu le décret du Président de la République du 11 janvier 2023 portant nomination du préfet de la région de Guadeloupe, préfet de la Guadeloupe, en outre, représentant de l'état dans les collectivités de Saint Barthélemy et de Saint Martin, Xavier LEFORT ;
- Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;
- Vu l'arrêté du 21 avril 2022 portant nomination sur l'emploi de directeur de l'Economie, de l'Emploi, du Travail et des Solidarités (DEETS) de la Guadeloupe, Monsieur Ludovic de GAILLANDE ;
- Vu l'arrêté du 21 novembre 2023 portant délégation de signature au directeur de la DEETS de Guadeloupe, Monsieur Ludovic de GAILLANDE ;
- Vu l'arrêté DEETS du 22 novembre 2023 portant subdélégation de signature à la Direction de l'Economie, de l'Emploi, du Travail et des Solidarités (DEETS) de la Guadeloupe ;
- Vu la notification des crédits 2023 des régionaux du programme 304 pour l'action 14 « aide alimentaire » transmis par mail en date du 13 avril 2023 ;
- Vu les crédits inscrits au Budget opérationnel du programme 304 « Inclusion sociale et protection des personnes », Action 14 « Aide alimentaire » de la Direction de l'Economie, de l'Emploi, du Travail et des Solidarités (DEETS) pour l'exercice 2023 ;
- Vu l'arrêté du 18 avril 2018 fixant la liste de personnes morales de droit privé habilitée de la Guadeloupe à recevoir des contributions publiques destinées à la mise en œuvre de l'aide alimentaire ;
- Vu la demande de l'association **SECOURS CATHOLIQUE** du 29 décembre 2023 ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de Guadeloupe.

Arrête

Article 1^{er} Une subvention d'un montant de **ONZE MILLE EUROS (11 000,00 €)** est attribuée au titre de l'année 2024 à l'association **SECOURS CATHOLIQUE** - N° Siret 77566669600015, situé Route de Baimbridge – Abymes - 97176 POINTE-A-PITRE, pour la mise en œuvre de l'aide alimentaire sur les communes : Abymes - Pointe-à-Pitre - Petit-Bourg - Trois-Rivières - Gosier - Saint-François - Sainte-Rose - Lamentin - Deshaies

Article 2 Le projet financé doit respecter le calendrier ci-après :

- Durée de l'arrêté : 1 an à compter de la date de signature de ladite convention
- Date de mise en œuvre du projet subventionné : rétroactive au 01 janvier de l'année de signature du présent arrêté,
- Date d'éligibilité des dépenses : rétroactive au 01 janvier de l'année de signature du présent arrêté
- Date de transmission du bilan et des indicateurs de réalisation : 3 mois après la date de fin de réalisation de l'action.

Un certificat de démarrage devra obligatoirement être transmis à la DEETS, dès les premières dépenses (annexe 1).

Article 3 Cette subvention sera versée à 100 % selon les procédures comptables en vigueur sur le compte suivant :

Relevé d'identité bancaire (RIB) :
Domiciliation

PAP RENOVATION	Code Banque	Code Guichet	Numéro de compte	Clé RIB
13088	09093	07075100012	14	

Numéro de compte bancaire international (IBAN) :
FR76 1308 8090 9307 0751 0001 214

Code BIC : **BNPAMQ33XXX**

SECOURS CATHOLIQUE

Ce relevé est destiné à vos créanciers ou débiteurs appelés à faire inscrire des opérations à votre compte (virements, paiements de quittances, etc.)
Son utilisation vous garantit le bon enregistrement des opérations en cause et vous évite ainsi des réclamations pour erreurs ou retards d'imputation.

Cadre réservé au destinataire du relevé

Cette somme sera imputée sur les crédits inscrits au Programme 304 « Inclusion sociale et protection des personnes » - Action 14 « Aide alimentaire », de l'exercice 2024 selon la répartition suivante :

- code activité 030450141504 « fonctionnement des structures » pour 7 700 € soit 70 % du budget
- code activité 030450141505 « achat de denrées » pour 3 300 € soit 30 % du budget.

L'ordonnateur de la dépense est le Préfet de la région de Guadeloupe.

Le comptable assignataire est le directeur régional des finances publiques de Guadeloupe.

Article 4 En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit de l'administration des conditions d'exécution de l'arrêté par l'association, l'administration peut exiger le reversement de tout ou partie des sommes versées au titre du présent arrêté.

Article 5 L'association devra faciliter, à tout moment, le contrôle de l'administration de la réalisation de l'objectif, notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile.


Article 6 L'association fera parvenir le bilan qualitatif et financier à la DEETS de la Guadeloupe, dans un délai de trois mois après la réalisation de l'action, accompagné des indicateurs joints en annexe.

Article 7 En cas de litige sur l'interprétation ou l'exécution du présent arrêté, le tribunal compétent sera le tribunal administratif de Basse-Terre.

Article 8 Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'Association.

Article 9 Le secrétaire général de la préfecture et le Directeur de l'Economie, de l'Emploi, du Travail et des Solidarités sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Gourbeyre, le **24 JUIN 2024**

La Directrice Adjointe
Responsable du pôle Solidarités
de la DEETS

Pascale REPE

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du préfet de la Guadeloupe et d'un recours hiérarchique.

Conformément aux dispositions des articles R.421-1 à R.421-5 du code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de la Guadeloupe dans le délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

"Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site Internet www.telerecours.fr".

ANNEXE 1
CERTIFICAT DE DEMARRAGE D'UNE OPERATION FINANCEE PAR
LE SERVICE PROTECTION DES POPULATIONS DU POLE SOLIDARITES

BOP 304 – Action 14 – AIDE ALIMENTAIRE – CREDITS DE BASE 2024

L'action est considérée comme débutée dès l'utilisation du 1^{er} euro pour sa mise en œuvre

1°) Porteur du projet :

- Nom de l'association :
- Téléphone du responsable de l'action:

2°) Lieu de déroulement de l'action (adresse complète) :

.....

3) Acte attributif :

- N° Convention OU N° Arrêté de l'action :

4°) Démarrage de l'action

- Action débutée : ☐
- Date du démarrage :
- Action non débutée : ☐
- Date prévisionnelle de démarrage :

Date.....

Nom/prénom du signataire + Sceau

ANNEXE 2

SUBVENTION DANS LE CADRE DES CREDITS DE BASE 2024

INDICATEURS A TRANSMETTRE

Nom de la structure :
Lieu de déroulement de l'action :
Date de mise en œuvre de l'action :
Circuit de distribution (commune + sections) :

1°) Porte d'entrée pour la distribution

Institutions	CCAS /CIAS	Travailleurs familiaux	Démarches spontanées	Centre médico/social	Services mandataires	Centres sociaux	Autres (préciser)
Nombre reçu							

2°) Bénéficiaires

Nombre de familles reçues		Profils des bénéficiaires
Nombre de personnes reçues		
Nombre d'étudiants ou jeunes scolarisés		
Nombre de personnes sans domicile fixe		
Nombre de BRSA		

3°) Situation

1) Volumes distribués	Extraction sur les plateformes TIKADI ou ESCARSELLE <i>(Une copie de toutes les données relatives à ces indicateurs sont à extraire sur les plateformes et à transmettre en l'état)</i>
2) Bénéficiaires	
3) Ventilation des bénéficiaires par âge	
4) Ventilation des bénéficiaires par sexe	

4°) Données sur la distribution

Nombre total de colis distribués		A renseigner en fonction De votre activité
Nombre total de colis d'urgence		
Nombre de livraison à domicile		
Nombre de repas distribués		
Nombre de petits déjeuners offerts		
Nombre de rotation du bus alimentaire		

5°) Données sur l'accompagnement

Nombre d'ateliers réalisés		L'accompagnement est obligatoire
Nombre de bénéficiaires accompagnés		
Nombre d'accompagnement individualisé		
Fréquence des visites dédiées à l'accompagnement		

6°) Données sur les sorties

Nombre de sorties enregistrées		Sorties positives
--------------------------------	--	-------------------